

Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par OCHA et couvre la période du 1^{er} au 11 avril 2021.

FAITS SAILLANTS

- 35 civils tués au cours d'incursions armées dans le territoire de Beni
- Des manifestations populaires interrompent des activités humanitaires au Nord-Kivu
- Environ 12 000 personnes déplacées dans le territoire de Masisi en moins d'une semaine

APERÇU DE LA SITUATION

1. Détérioration de la situation de protection des civils à Beni

Les violentes attaques des groupes armés contre les civils continuent, détériorant encore plus la situation sécuritaire à Beni. Depuis le début du mois d'avril¹, au moins sept attaques, ayant entraîné le décès d'environ 35 civils, ont été rapportées. D'après la société civile locale, ces attaques ont été signalées principalement dans les zones de santé de Mutwanga et Oïcha.

Deux structures de santé ont été pillées lors d'une de ces attaques à Kainama, dans la zone de santé d'Oïcha, ramenant le total à dix formations médicales vandalisées par des hommes armés dans le territoire de Beni depuis septembre 2020. Durant ces attaques, des maisons et des véhicules ont été incendiés, des biens et du bétail pillés. Plusieurs civils ont également été enlevés.

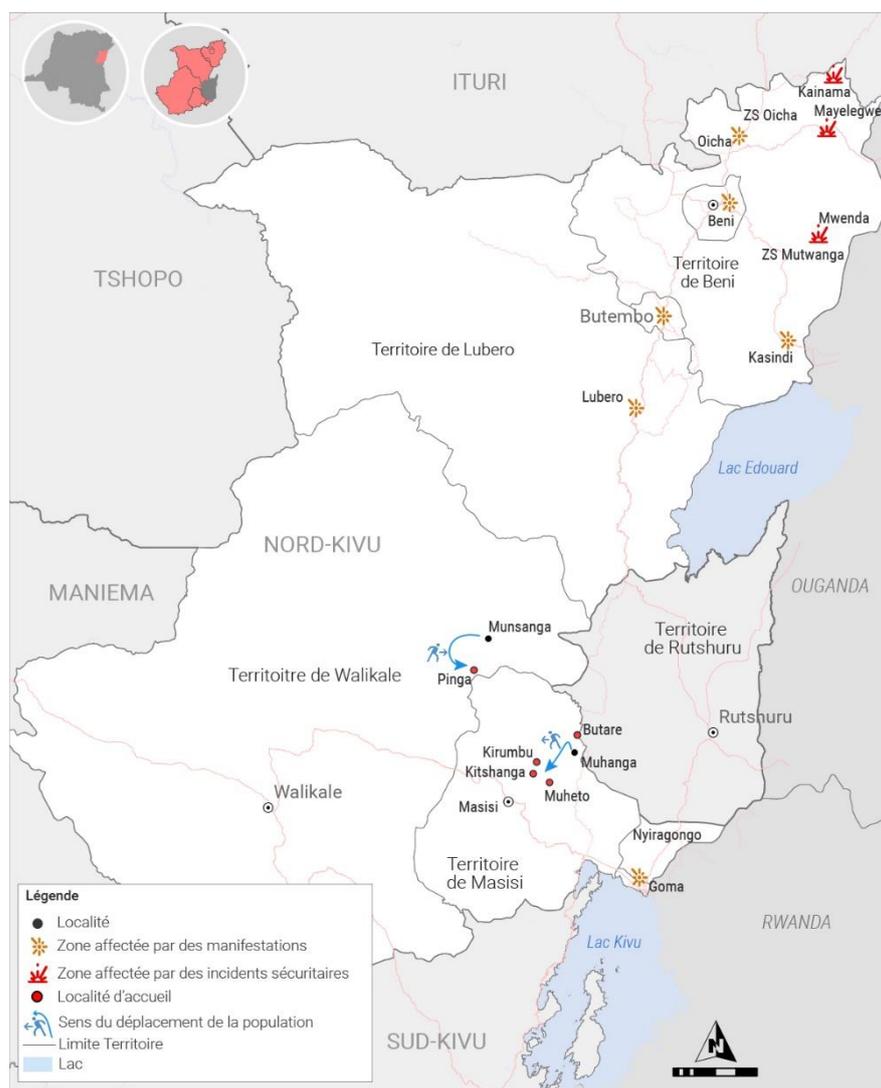
Ces incursions dans le territoire de Beni ont lieu au moment où les activités socio-économiques et humanitaires sont paralysées dans ce territoire depuis le 5 avril, à cause des manifestations populaires.

2. Les manifestations populaires au Nord-Kivu

Des groupes de pression et des mouvements citoyens ont appelés à des journées ville morte depuis le 5 avril pour protester contre l'insécurité et les attaques meurtrières contre la population de Beni, et demander le départ de la Monusco ainsi que des humanitaires de la province.

Ces journées ville morte se sont transformées en manifestations et ont conduit à la paralysie des activités socio-économiques et humanitaires dans les villes de Beni, Butembo et Goma. Ainsi plusieurs acteurs humanitaires ont suspendu leurs mouvements vers plusieurs axes de la province. Bien qu'aucun incident majeur contre les acteurs humanitaires n'ait été signalé, des infrastructures construites par certains partenaires ont été la cible de ces manifestations. Un centre de formation professionnelle d'une ONGI, un centre de récupération pour les cours de rattrapage et deux espaces « amis d'enfants » ont été incendiés par des manifestants à Oïcha.

Localités affectées par des violences et des déplacements signalés entre le 1^{er} et 11 avril



¹ La période prise en compte par la note va du 1^{er} au 11 avril 2021

3. Mouvement de populations suite aux violences armées

Selon des sources humanitaires, environ 12 000 personnes ont été contraintes de se déplacer de plusieurs villages de la localité de Muhanga du territoire de Masisi entre le 2 et le 9 avril, à la suite des affrontements entre groupes armés. Ces familles ont majoritairement choisi de se diriger vers les localités de Butare, Kirumbu, et Kitshanga centre de la zone de santé de Mweso, ainsi que vers Muheto et Masisi centre de la zone de santé de Masisi. Depuis le 9 avril, les violences s'accroissent dans la région avec un risque élevé d'extension vers la cité de Mweso. Cette situation a ainsi contraint trois ONG intervenant dans les secteurs de la santé, protection, éducation, sécurité alimentaire et articles ménagers essentiels à suspendre temporairement leurs mouvements, notamment dans le secteur de Mweso et sur l'axe Mweso-Rugarama.

Depuis le 6 avril, 2 545 personnes en provenance du groupement de Kisimba dans la zone de santé de Pinga (territoire de Walikale) se sont déplacées vers Pinga centre. Ce mouvement a été causé par les affrontements de deux groupes armés pour prendre le contrôle de la zone. Selon des sources humanitaires, un centre de santé a également été pillé, et quelques jours auparavant, un enfant aurait été tué par balle lors des affrontements entre ces deux groupes armés. Depuis juillet 2020, des violences entre ces deux groupes armés continuent de s'accroître et ont déjà contraint environ 30 000 personnes au déplacement.

CHIFFRES CLES

2 123 970

personnes déplacées internes dans le Nord-Kivu (CMP – 11 mars 2021)

762 912

personnes retournées dans le Nord-Kivu (CMP – 11 mars 2021)

2 245

incidents de protection en mars 2021 (Monitoring de protection du Nord-Kivu)

3 188 226

personnes en phase 3+ d'insécurité alimentaire dans le Nord-Kivu (IPC 19, fév. 2021)

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Tobias Schuldt, Chef de sous-bureau OCHA Nord-Est, schuldt@un.org Tél : +243 817 06 1207 | +243 970 00 37 66

Endurance Lum Nji, Chargée de l'information publique et du plaidoyer, OCHA Goma, endurance.nji@un.org, Tél : +243 817 08 16 89

Emmanuelle Osmond, Cheffe de bureau adjointe, OCHA RDC, emmanuelle.osmond@un.org, Tél : +243 817 06 12 22

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur www.humanitarianresponse.info ; www.unocha.org ; www.reliefweb.int

Suivez-nous sur nos pages [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)